



Les ouvriers les plus chers, les plus mal payés et les plus exploités de l'histoire ? Les 424 millions de dollars (d'argent majoritairement public) d'investissement prévu dans le complexe textile du Parc Industriel de Caracol (PIC) ont créé moins de 2000 emplois sous-payés et prétextes, pour les patrons, à escroquer systématiquement les ouvriers.

Le cumul des échecs : plus grand mais pas mieux

Caracol : c'est pas vos affaires

Les Clinton sont bien les seuls, même parmi ses partisans, à s'être jamais réellement enthousiasmés pour le Parc Industriel de Caracol (PIC), ce complexe textile, projet phare de la reconstruction post-séisme en Haïti.

“Je n'irais pas jusqu'à dire que tout le monde évite de créer une zone consacrée exclusivement à l'assemblage de vêtements, mais ça reste un dernier recours,” conclut José Agustín Aguerre, directeur du Département de la Banque Interaméricaine du Développement (BID) Haïti. “Oui : les salaires sont bas, c'est instable, et si des opportunités plus intéressantes pour les compagnies surgissent ailleurs demain, elles partiront, tout simplement.”

Effectivement : risque énorme

pour Haïti comme pour les contribuables étrangers l'ayant subventionné, machine à créer des emplois payés une misère, coût d'investissement et non source de taxes pour l'état haïtien auquel il a été imposé, la seule justification du PIC est que, comme l'affirme crûment un financier étranger, c'était « mieux que rien. »

Pas si sûr... Près de 18 mois après le lancement du PIC, moins de 2000 des 65000 emplois promis (payés en-dessous du salaire minimum) ont été créés, le port dont le projet dépend risque de ne jamais être construit et les familles d'agriculteurs obligées de quitter des terres attendent toujours d'être relocalisées. C'est la pénurie sur les marchés locaux, les logements ou-

vriers sont inoccupés, et le peu d'ouvriers travaillant dans les usines sont victimes de vols salariaux systématiques (voir encadré) : le Parc Industriel de Caracol est l'exemple parfait de ce modèle de développement défectueux qui mine Haïti depuis plus de 40 ans.

L'état du PIC, qui a coûté 424 millions de dollars, reflète celui du secteur de l'assemblage – même selon les critères hautement sélectifs de ceux qui persistent à y voir la seule solution aux problèmes de Haïti. La preuve empirique apportée par les agents clés de ces promoteurs (Banque Mondiale, BID et USAID) est irréfutable.

Selon leurs critères (augmentation des salaires, dynamisation des activités secondaires, transfert de

compétences et de technologie), la production dans le secteur de l'assemblage est un échec total. Le salaire réel des 28 591 personnes employées dans les 24 usines du pays n'a jamais été aussi bas dans ces 40 dernières années.

L'industrie privée nationale, notamment les secteurs censés bénéficier des investissements dans ces usines (bâtiment, transports, ingénierie, services), est plus fragile et moins diversifiée qu'il y a 30 ans. Le PIC a été conçu, construit, et est entretenu par des étrangers : voilà pourquoi si peu de Haïtiens ont acquis des compétences transférables grâce à ce projet.

Le secteur lui-même a obstinément résisté à la diversification

Vol des salaires dans les sw

Les patrons d'usines en Haïti admettent ouvertement que les salaires dans les usines d'assemblage de vêtements du pays sont insuffisants pour vivre. Et pourtant, même ces salaires de misère semblent encore trop élevés pour les payer aux ouvriers. Le vol des salaires dans l'industrie vestimentaire haïtienne est « généralisé » et « systématique », résultat d'une « violation intentionnelle du Code du Travail », selon un rapport publié en octobre par le Worker Rights Consortium (WRC), intitulé « Voler les pauvres : le vol des salaires dans l'industrie vestimentaire haïtienne. »

Rien de tout ceci n'est nouveau. Depuis plus d'un an, le programme de surveillance « Better Work Haïti » (BWH) mis en place comme l'une des conditions à l'accès des compagnies textiles au marché américain en franchise de droits le dénonce : toutes les usines de vêtements du pays sans exception volent à leurs employés une partie de leur maigre salaire en ne respectant pas la loi haïtienne sur le salaire minimum.

Dans les heures qui ont suivi la publication du rapport du WRC, BWH a confirmé avoir constaté exactement la même chose dans son propre rapport semestriel : un non-respect de la loi sur le salaire minimum dans 100% des cas pour les 23 usines observées, à quoi s'ajoute une liste infinie d'autres violations: fils électriques, interrupteurs et prises mal installés, mis à la terre ou fixés ; pas de protection contre les parties mobiles des machines ; accès insuffisant à l'eau potable, aux toilettes, aux sorties de secours ou aux soins médicaux. Tout ceci se greffe sur des heures supplémentaires obligatoires non rémunérées et l'usage



Photo : Gender Action

Un prêteur d'argent expose les nantissements de ses débiteurs – leur carte d'identité nationale ou professionnelle.

de menaces, d'intimidations et du harcèlement sexuel dans les ateliers.

Un autre rapport, publié par Gender Action, a expliqué en termes crus ce que cela signifiait concrètement pour les ouvriers – notamment pour les femmes. Se concentrant sur le PIC, la compagnie sud-coréenne Sae-A, ou sa filiale haïtienne S&H Global (voir article principal), ce rapport offre un aperçu détaillé sans précédent de la vie à l'intérieur du complexe d'assemblage le plus récent.

Le rapport décrit « une pression inconcevable pour assembler toujours plus d'articles » imposée par le biais d'une « forte pression verbale à la limite de l'agression. » Les employés disent travailler dans la peur constante d'être licenciés ou de recevoir des « lettres d'accusation » pour des « fautes mineures », menant souvent à des « amendes » de 1000 gourdes s'ils veulent récupérer ou garder leur emploi.

Pression pour produire, intimidation, épuisement. L'atmosphère est si opprimante, les

► suite de la page 1

anticipée. Dans les usines haïtienes, on fabrique et exporte les produits les moins chers, au plus bas de l'échelle de l'industrie de l'assemblage : le textile. Si les investisseurs et consommateurs étrangers y gagnent en termes de prix à l'unité, les ouvriers haïtiens y perdent sur le plan des salaires comme des compétences, et leur gouvernement sur celui des impôts et taxes.

Voilà l'inévitable conséquence d'un modèle économique où les matières premières sont importées en Haïti et réexportées vers le marché américain en franchise de droits. Les zones franches d'usines d'assemblage qui existaient déjà en Haïti sont des enclaves physiques, économiques et sociales, où la seule contribution locale est la main d'œuvre – provenant, trop souvent, des bidonvilles.

De désastre en désastre

Les résultats erratiques du PIC à ce jour reflètent ses débuts : « reconstruction » post-séisme dans une région n'ayant pas souffert du séisme.

En décembre 2010, 11 mois après cette catastrophe naturelle qui a dévasté Port-au-Prince et ses alentours, les donateurs ont joué de leur pouvoir pour faire voter un investissement de 174 millions de dollars d'USAID et de la BID dans un site de 250 hectares à 100 miles au nord-est.

Plus d'un million de personnes étaient toujours sans logis, les rues demeuraient encombrées de gravats, la construction de logements financés par l'argent public n'avait pas même commencé, et des centaines de Haïtiens, privés de tout accès aux installations sanitaires les plus basiques et à l'eau potable, mouraient du choléra introduit par les troupes onusiennes. Construire un nouveau gigantesque complexe d'usines d'assemblage a toutefois été retenu comme une priorité.

Comprenez « la priorité des donateurs », dirigés par Bill (co-président de la CIRH, organisation, essentiellement constituée de donateurs, supervisant la reconstruction) et Hillary (Secrétaire d'Etat américaine) Clinton. C'était en fait là un

projet qui tenait particulièrement à cœur aux Clinton. Pourquoi ?

« Les gens aux Etats-Unis avaient le sentiment que nous n'avions rien fait d'efficace en Haïti », explique Cathy Feingold, directrice du développement international pour la AFL-CIO (la fédération américaine des syndicats). « Ce sentiment de culpabilité nous intimait de faire quelque chose, n'importe quoi. »

On a ainsi recyclé ce qui avait été inefficace par le passé en ce « n'importe quoi », dédaignant ce qui serait, manifestement, efficace dans le présent. Pour imposer le PIC et éluder tout examen approfondi du projet ou opposition à cette dépense, absolument toutes les règles ont été enfreintes.

Au moins 366 familles d'agriculteurs (environ 3 250 personnes) se sont vu déposséder du site sans aucun préavis et entièrement à leur insu. Elles attendent toujours les terres de compensation qu'on a fini par leur promettre quand leur détresse s'est ébruitée.

Le site du PIC a été choisi avant la publication des rapports environ-

nementaux, hydrologiques et topographiques exigés par les procédures de la BID. L'étendue rectangulaire, située entre un village et un hameau, était effectivement décrite, dans le rapport initial des consultants contractés par la BID, Koios Associates, comme « dépourvue d'habitation et d'agriculture intensive. »

En l'absence de toute étude, même rudimentaire, sur l'impact environnemental, le Trésor américain, représentant Washington au conseil d'administration de la BID, s'est vu dans l'obligation légale de ne pas voter lors de l'allocation des fonds pour la construction du parc. « L'urgence du projet nous oblige à prendre certains raccourcis », explique José Agustín Aguerre. Des raccourcis totalement illégaux selon la loi américaine.

Y eût-il eu véritables enquête et consultation, le complexe n'aurait certainement jamais été construit – ou pas ici. La Baie de Caracol constitue l'une des plus grandes réserves de mangrove du pays et abrite plusieurs espèces en voie de disparition.

Workshops : voler les pauvres

salaires si bas, qu'aucun des ouvriers du PIC interrogés par Gender Action n'a l'intention d'y travailler plus de quelques mois, même quand ils ont plusieurs enfants à charge.

Quoi qu'ils produisent, les ouvriers de S&H Global touchent 200 gourdes par jour, ce qui est en violation directe du salaire minimum de 300 gourdes stipulé par la loi. 200 gourdes représentent, selon les taux actuels, une paye quotidienne de \$5 (£3.10) – « juste un peu mieux que rien », comme l'a décrit un employé.

Vu les prix haïtiens, les ouvriers du PIC ne peuvent se permettre les nécessités de base (abris, soins, frais de scolarité, vêtements). Ils ne peuvent même pas acheter les choses les plus essentielles, comme la nourriture ! Un repas + une boisson à la cantine de la S&H Global ou auprès d'un vendeur ambulant coûte 50 gourdes – 25% du salaire quotidien.

Loin de stimuler l'économie locale, les salaires misérables et illégaux du PIC risquent au contraire d'entraver les commerces de base comme la vente de produits alimentaires. « Les gens ne peuvent pas payer, mais je ne peux pas les laisser le ventre vide, alors ils achètent à crédit, » a confié l'un des vendeurs ambulants du PIC à Gender Action.

Le crédit privé, et tout ce que cela implique, constitue probablement la seule véritable contribution de la S&H Global à l'économie locale de la région de Caracol. Les créanciers pratiquent les mêmes tactiques d'intimidation à l'extérieur de l'usine que les patrons à l'intérieur : il y a toujours un usurier dans son pick-up à la sortie à l'heure de fermeture.

Il expose ses nantisements (la carte d'identité nationale ou celle, avec photo, de la S&H Global de ses débiteurs) sur son pare-brise (voir photo). Cet individu travaillait à l'intérieur du PIC, avant, mais comme ses clients, ne pouvait vivre du salaire. Les taux d'intérêt sur des prêts à court terme semblent commencer à environ 20% – par semaine.

Comment fonctionne le vol salarial, alors ? D'abord, les employeurs exigent que chaque ouvrier couse un nombre d'articles si haut qu'il est quasiment impossible de gagner les 300 gourdes par jour du salaire minimum en huit heures comme l'impose la loi. Selon la méthodologie avérée de BWH, 90% des ouvriers expérimentés devraient être capables de gagner le minimum de 300 gourdes en huit heures. Or seuls 25% y parviennent. Deuxièmement, les employeurs volent leurs ouvriers en fixant le taux horaire des heures supplémentaires en-dessous du salaire minimum légal et non pas à des taux de prime dépassant ce minimum légal comme ils le devraient. Troisièmement, les ouvriers travaillent aussi en dehors des heures de travail ou à l'heure des repas. Ces heures ne sont pas payées, ou, là encore, le sont insuffisamment.

Selon le rapport du WRC, le salaire des ouvriers dans les usines d'assemblage haïtiennes est, en moyenne, 32% plus bas que ce qu'exige la loi. Et la Sae-A (S&H Global) est un des pires cas : les études montrent que dans les autres usines d'assemblage, les ouvriers gagnent tous entre 201 et 300 gourdes par jour ; au PIC, les ouvriers semblent gagner au maximum 200 gourdes.

« 1700 ou 1900 articles, c'est pareil : on n'est

payés que 200 gourdes, » a confié une ouvrière à Action Gender. Et de fait, à la S&H Global, une plus grande productivité est récompensée par tout sauf un salaire adéquat : Coca-Cola, dentifrice, à l'occasion un des vêtements qu'ils produisent.

C'est peut-être en raison des violations du droit du travail que la Sae-A a été incitée à s'implanter en Haïti. Exposant clairement sa logique du chacun pour soi et de la course vers le bas, quelques mois après avoir accepté d'investir en Haïti, la Sae-A a fermé ses usines au Guatemala.

Cette décision faisait suite à un conflit acrimonieux de six ans avec les syndicats qui entendaient lutter contre le vol salarial, les salaires non payés, les bonus et bénéfices. La « Sae-A satisfaisait rarement aux exigences légales, » constate Alejandro Argueta, un avocat guatémaltèque en droit du travail. Les responsables de la Sae-A insultaient les ouvriers, leur imposaient un rythme excessivement soutenu et proposaient régulièrement des « rémunérations incitatives » en échange de relations sexuelles, raconte Delfina Vicente Yac, une représentante syndicale guatémaltèque.

En 2010, avant la signature de l'accord avec la Sae-A, la BID, USAID, les Clinton et d'autres ont tous choisi de fermer les yeux sur un dossier détaillant les violations et violences de la Sae-A au Guatemala. La compagnie a reconnu que « quelques individus corrompus » au niveau de la direction avaient utilisé de pratiques inacceptables. Aucun d'entre eux n'a été licencié. Selon toute vraisemblance, ils sont, eux aussi, venus s'installer en Haïti, maintenant.

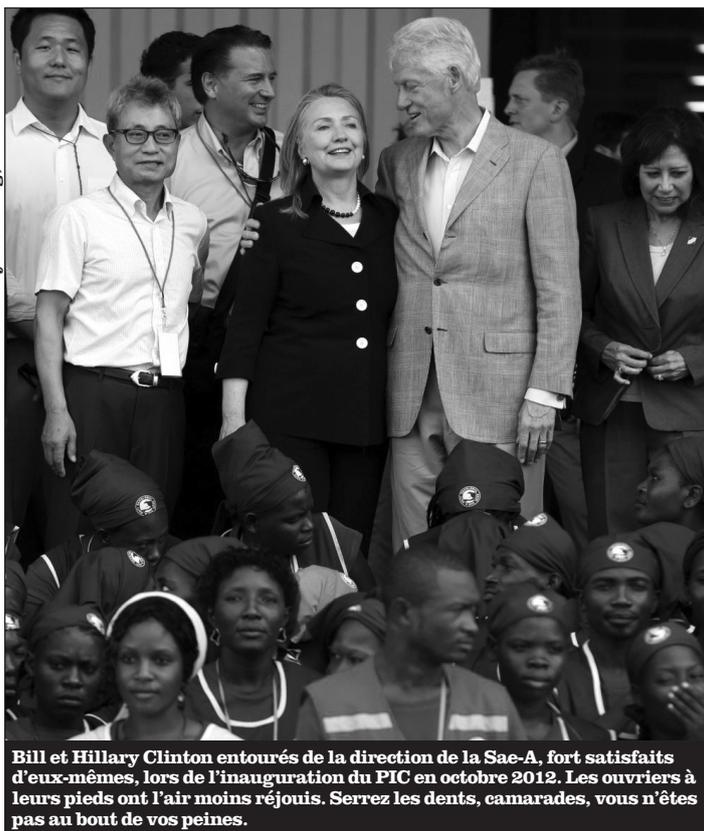
La baie, censée accueillir un nouveau port essentiel au projet, est ceinte d'une large barrière de corail. Trouver des côtes aussi préservées en Haïti est si rare que le site devait devenir le premier parc marin protégé du pays.

C'était avant le séisme. Maintenant, ce site délicat accueille des usines parmi les plus polluantes qui soient. Mer et récoltes ont déjà été polluées des remontées d'eaux usagées et on craint que les eaux souterraines ne soient aussi contaminées.

En 2011, cette réalité s'ébruitait, Koios Associates est revenu faire une étude environnementale complète. Alors que la décision avait été prise et que les terres étaient en train d'être évacuées, le projet était soudain déclaré à haut risque. Et certains de ces risques ne pouvaient être atténués : on pouvait traiter les eaux usagées, la baie resterait une zone à protéger.

« Avoir choisi ce site est une hérésie, » s'insurge Arnaud Dupuy, directeur de la société Audubon, l'agence environnementale principale en Haïti. « Je n'aurais jamais

Photo : Larry Downing, Associated Press



Bill et Hillary Clinton entourés de la direction de la Sae-A, fort satisfaits d'eux-mêmes, lors de l'inauguration du PIC en octobre 2012. Les ouvriers à leurs pieds ont l'air moins réjouis. Serrez les dents, camarades, vous n'êtes pas au bout de vos peines.

proposé ce site vu qu'il était occupé par des familles gagnant leur vie, » déclare Landry Colas, maire de Caracol, ajoutant qu'absolument personne ne l'a consulté.

Pots-de-vin, primes, en veux-tu en voilà !

En fait, même le partenaire principal du PIC, la compagnie sud-coréenne Sae-A, qui emploie 75% des ouvriers du PIC, rechignait à investir ici. Il a fallu, pour les attirer, user d'une gamme (et quantité) de pots-de-vin inimaginables : du « *corporate welfare* » à outrance. Aux frais de qui ? Des Haïtiens et des contribuables américains, évidemment.

En 2011, cela faisait 20 ans que la Sae-A, dont les usines d'assemblage textile sont bien implantées au Guatemala et au Nicaragua, refusait d'investir en Haïti malgré tous les bénéfices qu'on lui offrait. Peut-être n'était-ce qu'une tactique. Quand les négociations avec Hansoll Textile, une autre compagnie coréenne, ont échoué, les Clinton ont rejeté leurs derniers espoirs sur

Publié par le Haiti Support Group, 49 Stanger Road, London SE25 5LD Contact : info@haitisupportgroup.org www.haitisupportgroup.org

Traduit de l'anglais par Marie Fournier

Rédaction : Andy Leak Christian Wisskirchen Eve Hayes de Kalaf Principal contributeur : Phillip Wearne

Design : Smith+Bell (www.smithplusbell.com)

Retrouvez-nous sur Twitter: @HaitiSG

Le Haiti Briefing est distribué gratuitement en versions imprimée et électronique, et est disponible en anglais et en français. Le Haiti Support Group en autorise la reproduction et la diffusion entières ou partielles par quelque méthode que ce soit, à condition toutefois d'attribuer les pleins crédits au HSG ou, dans les versions électroniques, d'ajouter le lien renvoyant au document original.

► suite de la page 3

la Sae-A. En l'absence de toute compétition, il s'agissait d'un deal sans équivoque : nombre d'emplois (promis) contre le prix à payer (d'avance).

Lon Garwood, conseiller à la Sae-A, a décrit ce maquignonnage dans le *New York Times* en juillet 2012 : « Quand on a dit 'On pourrait sans doute monter une usine avec 3000 ou 4000 personnes', ils ont répondu 'Super ! Que vous faut-il pour une plus grande usine ?' »

« J'ai dit 'avec un prêt pour les machines, on pourrait probablement doubler ces chiffres.' Ils ont dit : 'Et pour monter à 10 000 ?' On a répondu 'Si on n'a pas à acheter le terrain ni à construire les bâtiments industriels, on pourrait encore doubler les chiffres.' C'est comme ça qu'on est arrivés au chiffre de 20 000 emplois. »

Le chiffre de 65 000 emplois a toujours été un pur fantasme – et pas pour la Sae-A : c'est le nombre d'ouvriers pouvant travailler, selon les calculs des consultants de la BID, dans le PIC vu la taille du complexe en construction.

Théoriquement, la Sae-A, ou, plutôt, la S&H Global, sa filiale haïtienne (appartenant entièrement à la Sae-A) a promis d'investir 78 millions de dollars pour « développer les opérations dans le complexe. » Mais aucune des promesses d'investissements de la Sae-A dans le PIC n'a de force obligatoire. Et de fait, depuis la signature des accords, la Sae-A a publiquement réduit ses investissements (concernant surtout l'équipement et les « fonds d'exploitation ») de moitié, proposant maintenant 39,3 millions de dollars.

Tout ceci est reflété dans le Protocole d'Entente (le MOU) signé par le gouvernement haïtien, Hillary Clinton et la Sae-A à New York en septembre 2010, et garantissant à la Sae-A 15 ans d'exemption fiscale sur toutes leurs activités et 4 ans de loyer gratuit pour les usines : les frais d'amarrage (n'excédant pas les 17 500 dollars par an) dans un port qui n'existe pas encore seraient donc sa seule dépense.

Le MOU s'étend jusqu'à 2020, certes ; mais il comprend une clause « de sortie » signifiant, dans les faits, un non-engagement de la Sae-A : « La participation de la Sae-A dans le cadre du MOU dépend de l'existence d'infrastructures adéquates, de la force de travail, des politiques en matière de main d'œuvre, d'un bon accès aux marchés d'exportation, de l'existence de fonds suffisants et de toute autre circonstance affectant la faisabilité des investissements de la Sae-A. »

USAID n'aurait donc pas pu donner plus d'excuses à la Sae-A pour lambiner, se dédire ou se désengager. Selon un rapport accablant publié en juin 2013 par le Bureau en charge de la redevabilité gouvernementale (GAO), l'observateur du Congrès américain, piètre planification, incompétence, dépassements budgétaires

et manque d'expertise menacent maintenant la viabilité des infrastructures les plus basiques du PIC.

Le grief essentiel du GAO concerne le fait qu'USAID n'a pas même commencé à planifier le port du PIC considéré par toutes les parties comme essentiel. Les travaux ayant pris deux ans de retard, même lorsqu'ils commenceront, ils risquent maintenant de prendre « jusqu'à 10 ans » (au lieu de 2,5 ans), prévient le GAO.

Délais, sous-estimations et mesures d'atténuation environnementales signifient que USAID a maintenant des fonds nettement moins conséquents pour financer un projet dont le coût est dorénavant estimé à 185-257 millions de dollars – deux fois plus, au moins, qu'à l'origine. Il fallait s'y attendre : trouver un partenaire privé, essentiel pour ce projet, s'avère impossible. Officieusement, les représentants du GAO craignent que le port ne voie jamais le jour.

La construction de logements financés par USAID dans cette zone s'est révélée tout aussi catastrophique, notamment parce que le prix des maisons a subi une augmentation exorbitante de 336%, passant de 9800 à 33 007 dollars. Le nombre de bâtiments assez près du PIC pour loger des ouvriers devrait maintenant atteindre 1967 au lieu des 5000 prévus.

Retour aux plantations

Tout ceci amène inmanquablement à s'interroger sur la viabilité ou durabilité du PIC. Les emplois dépendent de l'infrastructure (port, logements, station d'épuration, écoles) ; or pour attirer des investissements, il faut qu'il y ait, en retour, assez d'emplois pour en justifier la construction.

Certains des échecs actuels sont liés au ratage de la reconstruction en 2010. La détermination à bâtir quelque chose de visible, monumental, que les Clinton, notamment, pourraient s'approprier pour se faire valoir, a eu le dessus sur toutes les critiques soulevées.

En 2010-11, les nécessités basiques en termes de reconstruction (déblaiement, construction de logements permanents bon marché, eau courante ou toilettes), aussi vitales fussent-elles pour les réfugiés des camps de PID, n'étaient ni assez « sexy » ni assez grandioses pour satisfaire le besoin de publicité des donateurs. On a donc ressorti un vieux projet oublié de tous.

Conçu en 2008-09, ce qui est devenu le PIC avait été remis quand les donateurs avaient lamentablement manqué à leur parole au moment d'aligner les dollars promis pour le développement. Même Bill Clinton, nommé, en mai 2009, Envoyé Spécial de l'ONU en Haïti, n'avait pu susciter le moindre intérêt pour ce projet auquel il tenait tant car promouvant ses propres solutions (les usines d'assemblage) chez les milliardaires présents à la conférence des donateurs à Port-au-Prince six mois plus tôt.

Voyant que le séisme récoltait une déferlante de dollars, les Clinton ont illico composé leur propre riff, variation sur la théorie du « capitalisme du désastre » pour apparier USAID, la BID et la Sae-A. S'en est suivi une opération classique de 'push-and-pull', où le Congrès américain a quasiment triplé les quotas d'accès au textile en franchise de droits en vertu du programme HELP (Haiti Economic Lift Program Act) de mai 2010, ceci après d'insistants encouragements de la part des deux Clinton.

Leur couverture pseudo-économique était un plan douteux, rédigé par le Professeur Paul Collier à la demande de l'ONU. Dans le Plan Collier, comme il a été surnommé, le professeur passe outre les rapports passablement tièdes de son ancien employeur, la Banque Mondiale, et argumente en faveur de plus d'usines d'assemblage, s'appuyant sur les seuls avantages compétitifs de Haïti : une main d'œuvre bon marché et la proximité d'avec les Etats-Unis.

Aucun des partisans du projet ne semble avoir remarqué que le PIC est en fait bâti sur le site d'une expérience économique antérieure exploitant les mêmes « avantages. » Pendant environ 60 ans, il y a eu ici des plantations de canne et de sisal appartenant à des étrangers, visant à « moderniser » l'économie haïtienne sous l'occupation américaine (1915-1934).

Auparavant, il y avait une prison-camp de travail pour les opposants aux troupes américaines. Un journal haïtien a décrit le Poste Chambert, comme on l'appelait alors, comme « de l'esclavage organisé » : les prisonniers faisant les récoltes qui subventionnaient l'occupation y mouraient par douzaines.

C'est dans ce camp que l'on décida d'enterrer le corps de Charlemagne Péralte, chef des rebelles Cacos, à la fin de 1919. Il y repose toujours, apparemment, enveloppé dans un drapeau haïtien et recouvert de ciment afin de décourager toute tentative de ressusciter l'homme, son héritage ou ses luttes.

La Sae-A, USAID et la BID ignorent tout cela, comme elles ignorent la dure histoire des luttes agraires pour cultiver ces terres après 1986, quand l'économie des plantations, comme la dictature de Duvalier, s'est complètement écroulée. « Haïti a été fondé par d'anciens esclaves ayant renversé un système de plantations et on essaie sans cesse de les faire revenir aux plantations, » note l'historien Laurent Dubois.

Enfonçant sa pelle dans le sol fertile de l'ancien Poste Chambert lors de l'inauguration du CIP en novembre 2011, Bill Clinton a déclaré : « Ce sera l'étincelle qui allumera le feu et stimulera l'activité. » Il pensait vraisemblablement à l'économie haïtienne, et non à une nouvelle révolution haïtienne. Les descendants de Toussaint Louverture, Jean-Jacques Dessalines et Charlemagne Péralte pourraient bien avoir une autre vision des choses.